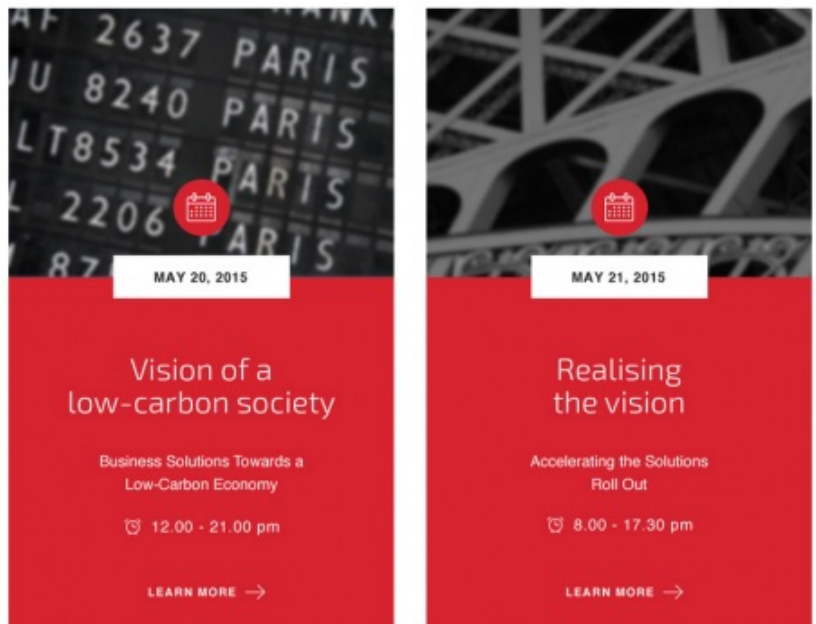


Le sommet Business et Climat de Paris est squatté par les gros pollueurs

À six mois de la Cop 21, le sommet mondial sur le climat en décembre à Paris, le monde des entreprises s'offre, à partir du 20 mai, trois jours de forums à l'Unesco pour promouvoir sa vision de l'action contre le dérèglement climatique : [le Business and Climate Summit](#). Les tables rondes et les échanges de couloirs doivent porter sur « *la croissance soutenable* », la construction et les transports bas carbone, les villes intelligentes, et, intitulé authentique, « *Comment rendre la vie bas carbone cool* » ([voir ici le programme en entier](#)).

Capture du site du Business and climate summit (DR).

C'est une idée de Brice Lalonde, ex-ambassadeur du climat auprès de Jean-Louis Borloo sous la présidence Sarkozy et désormais conseiller spécial du Global Compact, une initiative de l'ONU lancée en 2000 pour développer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. François Hollande y est allé de son discours introductif. Etaient aussi annoncés des représentants des gouvernements de Norvège, du Mexique, du Pérou (hôte de la précédente COP), du Bangladesh, du Canada, de Côte d'Ivoire... Globalement, les participants sont moins internationaux et moins prestigieux que ne l'avaient initialement espéré les organisateurs : il y a par exemple très peu d'Américains, d'Indiens et de Chinois.



Pour les industriels présents, gratifiés du label officiel « *Paris 2015, Cop 21* », « *la transition vers une économie bas-carbone est le seul moyen de garantir une croissance économique soutenable et la prospérité pour tous* ». C'est le discours de la croissance verte, fondée depuis le sommet de Rio en 1992 sur l'idée que le développement peut être durable, et que l'on peut continuer à produire, consommer et commercer tout en réduisant l'impact de l'économie sur l'écosystème. Cette vision est aujourd'hui largement contredite par la croissance continue des émissions de gaz à effet de serre qui rend nécessaire des changements beaucoup plus radicaux pour éviter le dérèglement climatique.

L'objectif des entreprises du Business and Climate Summit est néanmoins de construire « *une meilleure économie* » dans le contexte du réchauffement du globe, et pas d'endiguer la précarité énergétique, ni de désinvestir des fossiles, ni d'élaborer un modèle alternatif à la croissance.

Entre intérêts publics et privés, ses initiateurs pratiquent le mélange des genres : Areva a par exemple placé une de ses cadres dans l'équipe organisatrice de ces rencontres, [comme Mediapart l'a révélé en janvier dernier](#). Tout a été fait pour que l'industrie du nucléaire trouve une belle place sur les estrades de l'Unesco. Des lobbies de divers secteurs ont été mobilisés pour l'occasion : Entreprises pour l'environnement (EPE), Association technique énergie environnement (ATEE), l'Afep, le Medef, Caring for climate, la chambre de commerce internationale, etc.



François Hollande ouvre le sommet du business et du climat, à l'Unesco, le 20 mai (©Présidence de la République).

Parmi les principaux partenaires de la réunion figure en particulier un influent réseau patronal, [le Conseil mondial des affaires sur le développement durable \(WBCSD\)](#). Il est présidé par Paul Polman, le président d'Unilever. Ses 200 membres couvrent tous les grands secteurs industriels : chimie, ciment, papeterie, énergie, métallurgie, BTP, alimentation, banque... Son *senior adviser*, Philippe Joubert, ex-directeur adjoint d'Alstom, doit animer une table ronde sur l'énergie lors du sommet. Le WBCSD « *apporte des solutions business au Business Climate Summit par le biais de ses partenariats de technologie bas carbone, avec l'idée de contribuer à l'objectif de contenir le réchauffement climatique sous les 2°* », explique sa responsable de communication. Un discours routinier pour des entreprises qui affichent une ambition environnementale.

Mais la liste de ses membres est, elle, beaucoup moins banale. C'est un concentré des plus gros pollueurs de l'histoire récente, impliqués dans des désastres environnementaux parfois mortels, comme Trafigura, spécialisé dans le courtage pétrolier. En 2006, il a affrété le cargo *Probo Koala*, qui a causé la mort de 17 personnes et intoxiqué des dizaines de milliers d'autres à Abidjan en déversant des déchets toxiques. En février dernier, plus de 100 000 victimes ont assigné la société en justice aux Pays-Bas réclamant des indemnités et le nettoyage des déchets.

Autre membre à la réputation entachée : Dow Chemical, qui a absorbé Union Carbide, responsable de la catastrophe de Bhopal, en Inde : plus de 3 500 personnes ont perdu la vie en 1984 dans l'explosion de l'une de ses usines. Depuis, les victimes se battent pour que le groupe nettoie le site toujours infesté de déchets toxiques. Mais le géant de la chimie refuse de reconnaître sa responsabilité dans le drame.

À leur côté au sein du WBCSD, on trouve aussi Shell, qui exploite le pétrole du delta du Niger, causant avec les autres multinationales sur place une marée noire perpétuelle qui dévaste le cadre de vie du peuple Ogoni. En 2011, 40 000 barils de brut se sont répandus dans la mer à partir du gisement off-shore de Bonga, provoquant des dégâts irréparables à la mangrove côtière. Y figure également BP, à l'origine de la marée noire de Deepwater Horizon, au large de la Floride (« *le 11 septembre de l'écologie* », selon Barack Obama). Mais aussi Petrobras, responsable de plusieurs marées noires au Brésil (notamment sur le fleuve Iguaçu et dans la baie de Rio...), aujourd'hui englué dans un tentaculaire scandale de corruption. Il y a aussi Chevron, condamné par la justice

équatorienne à 9,5 milliards de dollars pour la pollution de la forêt amazonienne, causée par l'exploitation pétrolière opérée par Texaco (racheté en 2001). Ainsi que Cemex, le cimentier mexicain, condamné à 1,4 million de dollars d'amende aux États-Unis pour infraction au Clean Air Act en 2011. Sans oublier le groupe Dupont, à l'origine de la fabrication de matériaux toxiques (dioxyde de soufre, chlorofluorocarbures...), ni le fabricant d'OGM Monsanto.

Last but not least, le WBCSD a été fondé par Stephan Schmidheiny, milliardaire suisse, ancien PDG d'Eternit, le fabricant d'amiante, condamné à 18 ans de prison et à 89 millions d'euros de dommages et intérêts en Italie pour catastrophe sanitaire et environnementale permanente et intentionnelle, avant d'être acquitté – la justice estimant le délit prescrit.

Pourtant, le WBCSD est aujourd'hui un acteur incontournable des discussions internationales sur le développement durable. Et désormais, sur le climat. Doté de gros moyens financiers, il peut mener de puissantes actions de lobbying. Dans son cadre, des groupes industriels s'accordent sur des normes sectorielles, sur le plan social et environnemental. Le bilan en est paradoxal : à la fois, il a contribué à diffuser la notion de développement durable, et aujourd'hui de croissance bas carbone, chez des acteurs économiques au départ hermétiques à ces questions. Et en même temps, il trace des limites aux contraintes acceptables par les acteurs économiques qu'il représente. Il digère la contestation des militants écologistes et humanitaires, et la rend acceptable. Il offre ainsi aux pollueurs un lieu idéal : à la fois un paravent symbolique les tenant à distance de leurs méfaits passés ou actuels, et en même temps, un lieu de défense de leurs intérêts économiques. Contrairement à d'autres réseaux actifs dans la responsabilité sociale et environnementale (RSE), il n'accepte pas les ONG et les syndicats de salariés dans ses discussions sectorielles.

Longtemps, les groupes industriels ont ignoré le souci environnemental et climatique. Aujourd'hui, alors que monte la pression pour une action concrète contre le dérèglement du climat, ils ont compris qu'il valait mieux faire preuve d'initiative, plutôt que de se voir imposer des obligations par les gouvernements. C'est toute l'ambiguïté de l'appel à la bonne volonté des entreprises pour le climat qu'a lancé l'ONU, et que reprend la présidence française de la COP 21 : demander au monde économique de proposer des solutions, au risque qu'elles soient beaucoup trop timides, voire purement d'affichage.